



Déclaration liminaire au CDEN du 28.04.26

Monsieur le Préfet,

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Nous vivons actuellement dans un contexte international qui nous rappelle, jour après jour, le renforcement de la polarisation, le grand déséquilibre du monde et le choix assumé de privilégier la force, la brutalité et l'unilatéralisme comme mode de résolution des conflits. Nos principes et valeurs fondamentales s'en trouvent vivement bousculés et notre démocratie paraît, dès lors, aussi précieuse que fragile. Nous rappelons que l'UNSA soutient et soutiendra toujours la paix.

Et si le résultat récent des élections municipales a confirmé la poussée des forces réactionnaires et d'une extrême-droite qui ne peut qu'engendrer la division et la banalisation de la haine dans notre pays, nous mesurons d'autant plus à quel point l'École doit jouer un rôle majeur dans la lutte contre ces idéologies extrémistes.

Pourtant, contre toute attente, notre Ministre a fait le choix de l'économie, plutôt que celui de la qualité. Nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'éducation est une priorité. Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels. Nous ne pouvons donc que comprendre que la carte scolaire qui se prépare pour la rentrée 2026 est vécue, dans nos écoles et dans nos établissements de Haute-Vienne, comme une attaque directe contre le service public d'éducation !

Si pour l'UNSA Education la baisse de la démographie scolaire ne fait aucun doute, nous actons également qu'il va falloir réfléchir l'École et le système éducatif différemment, notamment en repensant l'articulation entre les territoires et en allant vers une meilleure coordination entre les acteurs qui participent à la vie scolaire (nous en profitons d'ailleurs, Monsieur le Préfet, pour réitérer la demande que nous avons portée auprès de votre prédécesseur : l'UNSA Education souhaiterait vivement participer aux concertations dans le cadre des Observatoires des Dynamiques Rurales, où la voix des personnels doit être entendue).

Le constat, que nous établissons depuis plusieurs semaines maintenant, est clair et sans appel : pour cette rentrée à venir, on aurait pu réduire les effectifs, on a réduit les moyens. Résultat : si M. l'Inspecteur d'Académie procède aux fermetures qu'il a prévues, 8 écoles se trouveraient avec une moyenne qui s'élèverait à plus de 24 élèves par classes !

La réalité est pourtant là, mais notre gouvernement y semble hermétique : actuellement dans les classes, les enseignants ne peuvent pas accorder à chacun l'attention dont il a besoin, l'enseignant repère moins vite les difficultés, il doit faire des compromis. Ce n'est pas un ressenti, c'est une contrainte mécanique : plus il y a d'élèves dans la classe, plus le temps de l'enseignant est partagé.

Cette tendance de diminution globale du nombre d'élèves en France devrait être une chance pour l'école de la République :

- *Ce devrait être* l'opportunité de réduire notablement et durablement le nombre d'élèves par classe afin d'améliorer les conditions d'apprentissage et de réussite de tous les élèves.
- *Ce devrait être* l'opportunité d'accroître le nombre d'enseignants spécialisés.
- *Ce devrait être* l'opportunité d'augmenter le nombre de remplaçants afin de voir renaître une vraie formation continue de qualité, avec des échanges de pratiques dédiés, et des stages longs, notamment sur la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers. Ou encore l'opportunité de ne pas limiter les collègues qui souhaitent bénéficier de leurs droits syndicaux sans priver leurs élèves d'enseignement.
- *Ce devrait être* l'opportunité de permettre un meilleur équilibre vie professionnelle/vie personnelle en autorisant toutes les demandes de temps partiel à la quotité voulue, toutes les demandes de disponibilité...

Mais non ... Ce gouvernement totalement sourd aux appels de la profession, mais aussi aux besoins des élèves et des familles, a opté pour une limitation des coûts et une devise « faire toujours plus avec moins » !

Pourtant, la France reste l'un des pays de l'OCDE où le nombre d'élèves par classe est l'un des plus élevés, en particulier dans le 1er degré.

Pourtant les enquêtes internationales pointent les unes après les autres un niveau faible des élèves français.

Pourtant le quotidien dans les classes et les écoles est trop souvent épuisant : complexité de l'inclusion et difficulté de la gestion des élèves à comportement hautement perturbateur.

Pourtant le moral des enseignants n'a jamais été aussi bas, le nombre de démissions et de demandes de ruptures conventionnelles jamais aussi haut, la volonté de quitter l'Éducation Nationale aussi assumée.

Les enseignants ont besoin de soutien, de formation et de sérénité.

Comment assurer la réussite de tous les élèves quand les moyens humains et financiers diminuent et que les conditions de travail se dégradent toujours plus ?

Enfin, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, devons-nous regretter de ne pas faire partie des 18 départements concernés par « l'expérimentation inédite » pour préparer la carte scolaire 2027 annoncée par notre Ministre le 23 avril dernier ? Car s'il compte réellement (je cite) « renverser la logique » qui prévaut jusqu'alors et qui consiste à répartir les moyens depuis Paris en proposant désormais aux départements de construire leurs cartes scolaires à partir des réels besoins du terrain, nous signons tout de suite !

Notre fédération insiste : quand les besoins éducatifs sont élevés, une fermeture sèche est un désengagement de l'Etat.

Nous demandons que soient donnés à l'Ecole les moyens d'accueillir et d'accompagner les élèves selon la complexité des besoins de la société d'aujourd'hui et de demain. Nous voulons construire l'avenir, sans compter les postes. Les personnels et les élèves ont besoin de soutien et de sérénité pour tenir le coup au quotidien dans un monde où la perte de sens s'accélère... Nous sommes pleinement conscients des marges de manœuvre qui sont les vôtres. Nous voulons comme vous garantir des conditions d'exercice des personnels et d'apprentissage des élèves des plus justes et des plus dignes quel que soit leur lieu de vie, leur école, leur établissement, car nous leur devons une éducation de qualité !

L'UNSA Education est et restera engagée pour l'Ecole publique pour tous ! A cette fin, nous avons adressé une lettre ouverte à l'ARS, dont nous souhaitons faire lecture à l'assemblée lors de ce CDEN.

Merci pour votre attention.